



# Expériences nouvelles et anciennes d'appropriation citoyenne des technologies de la communication

## Intervention au Colloque Brazzaville-Kinshasa printemps 2007

Par Jean-Paul Lafrance<sup>1</sup>, professeur,  
Titulaire de la Chaire Unesco-BELL en communication  
et développement international  
Université du Québec à Montréal (UQAM)

Au début des années 70, commence dans les pays développés la remise en question des médias de masse. Ce qui est contesté, c'est le caractère globalisant de la radio, de la télévision et des journaux qui s'adressent en général à un public national, en ignorant les minorités (de langue, de sexe, de religion, d'opinion, etc.) et en faisant fi du caractère local de l'information. À l'époque, les fréquences radio étaient rares, le matériel de télécommunications et de production vidéo et audio était cher et les compétences techniques difficiles à trouver. La situation a commencé à changer à la fin des années 60 : la vidéo légère a été mise sur le marché (le fameux *porta-pak* de Sony) en 1970 et donné aux groupes de contestation urbaine de New York, des groupes Italiens ont commencé à fabriquer des antennes de diffusion miniature, les réseaux câblés sont nés au Québec, en Belgique et en Hollande et ont donné beaucoup d'espace de communication. Dans plusieurs pays sont nés clandestinement ou dans la foulée des mouvements de décentralisation des radios communautaires (au Québec et en Belgique), libres (en France et en Italie), associatives (en Amérique du Sud), locales (en Catalogne)<sup>2</sup>. Le modèle de radio locale (en langue indigène) a été exporté en Afrique, un mouvement encouragé par les organisations de coopération internationale (comme la Francophonie, la Banque mondiale, l'Agence de Coopération internationale du Canada). Les minorités ethniques ont créé leurs propres radios, parfois leurs

---

<sup>1</sup> lafrance.jean-paul@uqam.ca, département des communications, Université du Québec à Montréal (UQAM), c.p. 8888, station centre-ville, Montréal, H3C-3P8, CANADA

<sup>2</sup> Voir le livre de l'auteur qui date déjà; Lafrance, J.P. "**Les radios nouvelles à travers le monde**", La Documentation française, Paris, 1984.

Pour des informations sur les nouveaux médias, voir :

Bonilla, Marcelo et Cliche, Gilles, **Internet and society in Latin America and the Caribbean**, International Development Research Centre, Southbound Penang, 2004-03-29

Rao, M., **News media and new media**, the asia-pacific Internet Handbook, Eastern Universities Press, Singapore, 2003

télévisions locales ou par satellite, à Paris, à Montréal, aux USA, etc. À titre d'exemple, Radio Centre ville à Montréal qui émet en une dizaine de langues était mieux informé de ce qui se passait en Haïti, au dernier coup d'État, que les radios haïtiennes elles-mêmes, ce qui a permis à l'importante minorité ethnique haïtienne de Montréal d'être très active. Il a existé et existe encore des radios féministes, homosexuelles, de jeunes, de combat, etc. dans plusieurs pays. Mais ces radios vivent ce que dure le temps de la contestation ou de la solidarité, quelques mois ou plusieurs années, selon les situations ou l'engagement des protagonistes. On peut cependant remarquer que ce sont les médias locaux qui ont tendance à perdurer, parce que les gens manifestent toujours un intérêt certain pour le **contenu local**.

Je n'ai pas à faire l'inventaire de tous les médias alternatifs, au Québec, au Canada, en Catalogne ou à travers le monde, ce serait fastidieux ou impossible. Rappelons qu'il existe une fédération des TVC (télévisions communautaires)<sup>3</sup> au Québec, une fédération des radios communautaires ou locales<sup>4</sup> et une association des médias écrits communautaires<sup>5</sup>. Mais on peut trouver la même chose en Catalogne!

### **Expériences d'appropriation citoyenne autour d'Internet**

L'arrivée d'Internet, appelé souvent le Réseau des réseaux ou la Grande Toile, a bouleversé le territoire des médias traditionnels. Internet innove en ce qui a trait :

---

<sup>3</sup> Voir le site de la fédération : <http://www.fedetvc.qc.ca/accueil.html>

Deux structures différentes de stations de télévisions communautaires existent actuellement au Québec. On compte une soixantaine de télévisions communautaires incorporées en organismes sans but lucratif. On les appelle aussi télévisions communautaires (TVC) autonomes. Plusieurs existent depuis 25-30 ans. Ces stations sont dirigées par des citoyens et divers intervenants représentatifs du milieu. Les TVC autonomes se distinguent des services de programmation communautaire offerts par les câblodistributeurs qui, eux, sont opérés par des employés du câble et administrés par l'entreprise. Les TVC de câbles font un travail similaire dans le sens où elles produisent et mettent en ondes des émissions sur le canal communautaire réservé à la communauté.

<sup>4</sup> voir le site Internet : (<http://www.arcq.qc.ca/html/vue.htm>)

L'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec regroupe 25 stations implantées dans 16 régions du Québec. Neuf (9) de ces stations sont des radios urbaines (7 radios urbaines diffusent des émissions à l'intention des communautés culturelles, soit 70 h en 9 langues autres que le français et l'anglais par semaine) : *230 employés, 1 500 bénévoles, 18 000 membres, 700 000 auditeurs chaque semaine, 2 473 h de programmation locale par semaine.*

Les revenus des radios communautaires proviennent à 51 % des services de publicité, à 28 % de la contribution des citoyens (adhésion, collectes de fonds, etc.) et à 21 % de subventions gouvernementales.

<sup>5</sup> <http://www.amecq.ca/indexamecq.htm>

Pour être membre en règle de l'AMECQ, les journaux doivent être conformes à la définition d'un journal communautaire tel que stipulé à l'article 3.1 des Statuts et règlements de l'association :

" Un média écrit communautaire est une publication éditée par un organisme sans but lucratif, de propriété collective et de gestion démocratique. Un média écrit communautaire membre de l'AMECQ reflète l'actualité de toute une communauté, tout en étant accessible, tant dans son contenu que dans son fonctionnement, à l'ensemble des citoyens et citoyennes ". L'association compte aujourd'hui 100 membres.

- au caractère à la fois **local et international de l'information**. Pour reprendre les termes de votre grand auteur catalan, Manuel Castells, « un réseau local/global fondé sur la défense d'une identité fondamentale »<sup>6</sup>,
- au mode de communication **personnel et collectif** « qui tient compte sur la dynamique bipolaire entre le réseau et moi, entre la globalisation et l'identité »<sup>7</sup>,
- parce qu'il est un plurimédia, qui permet de véhiculer, grâce à la **numérisation**, toutes les types de messages (texte, images, radio, vidéo et film).

Internet est apparu comme :

- un nouveau lieu de diffusion de l'information qui a la chance d'être délocalisé,
- une possibilité de s'affranchir des conglomerats médiatiques, puisque chacun peut devenir producteur d'information,
- un nouveau lien de communication qui contourne tous les réseaux officiels (téléphonie, radiodiffusion, etc.), qui ne coûte rien, sinon la connexion locale à Internet,
- un nouvel outil de réseautage, ce qui permet de faire de la mobilisation, grâce au chat, au courriel, au forum, au carnet Web (appelé aussi *blog*), etc.

Internet qui fut d'abord un outil de diffusion, de travail collaboratif et de concertation entre chercheurs universitaires a été ouvert au grand public au début des années 90. Ensuite le Web a pris un certain essor dès les années 97/98. Très rapidement sont nés des réseaux indépendants que l'on appelait à l'époque des **Freenets**. Depuis deux ou trois ans ou, on a tendance à les appeler les **médias-citoyens**, les portails-citoyens, l'Internet-citoyen, le journalisme-citoyen, etc. A l'époque où les gouvernements et l'autorité politique sont suspectes, le citoyen est à la mode !

**Les Indymédias** -- Le mouvement des **Independent media Centers** (IMC) est né autour des grands mouvements de contestation comme ceux autour des manifestations de l'OMC. Pour reprendre la vitrine des Indymédias :

« Indymedia is a collective of independent media organizations and hundreds of journalists offering grassroots, non-corporate coverage. Indymedia is a democratic media outlet for the creation of radical, accurate, and passionate tellings of truth »

IMC est maintenant un réseau international implanté dans de très nombreux pays. À titre d'exemple seulement en Amérique latine, il existe des Indymédias en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili, au Chili, en Colombie, en Equateur, à Mexico, au Pérou, etc. Au Canada, il existe des sites à Hamilton, à Montréal, à Québec, à Ottawa, à Vancouver, à Victoria, etc. Nous connaissons des sites en anglais, en français, en espagnol, en catalan, en Italien, etc. et des sites qui diffusent des émissions de radio.<sup>8</sup>

---

<sup>6</sup> Voir Manuel Castells, dans son magnum opus, *l'ère de l'information*, (publié en français chez Fayard).

<sup>7</sup> « C'est la forme la plus radicale de cette dynamique entre le réseau, comme forme organisationnelle et l'identité comme source de sens. C'est aussi l'illustration de l'incapacité de l'État-nation traditionnel, aussi puissant militairement qu'il soit, à confronter les réseaux » (Manuel Castells dans un interview au Devoir, Montréal, 29 mars 2004)

<sup>8</sup> ([http://radio.indymedia.org/front.php3?article\\_id=1550&group=webcast](http://radio.indymedia.org/front.php3?article_id=1550&group=webcast))

**Comment le projet IMC a-t-il commencé?** -- Indymedia est né d'un effort collectif de centaines de créateurs de médias indépendants du monde entier, qui ont décidé de fournir un forum dédié à l'information indépendante sur les questions sociales et politiques importantes. Plusieurs centaines d'activistes de l'information, dont un certain nombre travaillaient déjà depuis des années au développement de médias indépendants, sont venus ensemble en novembre 1999 à Seattle, pour créer un Centre de Médias indépendants et couvrir les protestations contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Seattle IMC a permis de couvrir l'événement à travers une publication imprimée appelée "The Blind Spot" (" la tache d'ombre ") et le premier site IMC. Le site Web a reçu presque 1,5 millions de connexions pendant les manifestations contre l'OMC. En février 2000, un petit IMC est formé à Boston et un plus grand dans le district de Washington pour couvrir les contestations contre la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Après ça, de plus en plus de petits groupes montrèrent de l'intérêt à créer leur propre IMC. Il y a aujourd'hui plus de cinquante IMCs dans le monde entier et d'autres sont en train de les rejoindre.

Comment Indymedia est associé au mouvement anti-mondialisation ? Bien qu'Indymedia ne se fait le porte-parole d'aucun point de vue particulier, beaucoup d'organiseurs Indymedia et de personnes qui alimentent les réseaux de diffusion Indymedia, ont été recrutés à l'occasion des grands mouvements d'altermondialisme.

## **Les carnets Web<sup>9</sup> ou la naissance du journalisme citoyen**

Qu'est-ce que le journalisme citoyen? Quand le citoyen s'empare des outils de production, d'édition et de diffusion des journaux (grâce à Internet) et part à la chasse aux nouvelles, est-ce du journalisme? Quand le citoyen réalise des entrevues et les publie sur son carnet Web, est-ce du journalisme? Quand le citoyen révèle des faits et des informations ignorées des médias, est-ce du journalisme?

La réponse n'est pas simple. Bien des journalistes professionnels, gardiens du temple de la sacro-sainte information, doutent de la crédibilité et de l'intégrité de ces nouveaux journalistes, on ne peut nier que ces carnetiers -- comme on les appelle avec un certain dédain -- ont un certain succès. Mais l'influence des blogs sur l'information s'est fait déjà sentir sur le journalisme, sur le lectorat jeune surtout. Le meilleur exemple, je vais le prendre dans un pays qui se présente comme la terre de liberté et de démocratie, les États-unis ! Le cas est celui de Monica, un prénom qui allait révéler au monde le blogueur Matt Drudge<sup>10</sup>, autrefois un illustre inconnu, aujourd'hui un incontournable sur la Toile. En prenant de vitesse les médias traditionnels, et en révélant ce qui est convenu d'appeler l'affaire Monica Lewinsky, qui allait déstabiliser le président des Etats-Unis Bill Clinton, Matt Drudge mettait en place les premières briques du journalisme citoyen.

---

<sup>9</sup> Les carnets Web ont plusieurs noms : les Américains les appellent les *blogs* (ou *blogues* en français) , les Français les *pages perso*, les Québécois, les carnets Web. Certains sont très liés à une personne auteur, d'autres appartiennent à des groupes d'intérêts. Certains sont très politisés et militent pour une cause, d'autres sont plutôt l'expression d'un individu.. Quelques uns ne font que donner de l'information, d'autres ont des forums de discussion.

<sup>10</sup> <http://www.drudgereport.com/>

Autre exemple du journalisme citoyen; le cas de Brent Lott, l'ancien chef républicain du Sénat des États-Unis. Après avoir exprimé une certaine nostalgie du temps où la ségrégation raciale avait force de loi dans certains États du sud des États-Unis, Lott avait été obligé de démissionner de son poste de leader de la majorité. Cependant, seul le Washington Post avait cru bon rapporter les propos de Lott, diffusés sur la chaîne C-SPAN. Mais c'était sans compter le pouvoir des blogueurs, qu'il s'agisse de journalistes bien établis comme Andrew Sullivan<sup>11</sup> qui publie des blogues sur la Toile, ou de carnetiers «professionnels» à la plume bien acérée comme l'Instapundit<sup>12</sup>, Glenn Reynolds. En quelques jours, les propos tenus par Lott ont été repris, triturés, analysés, décortiqués par tout ce que la planète compte de blogueurs<sup>13</sup> spécialistes en actualité. Devant cette pression, les grands médias traditionnels n'ont eu d'autres choix que de suivre le mouvement. Et Lott, lui, a dû se résoudre à quitter son poste de leader de la majorité après le tollé de protestation provoqué par ses remarques racistes.

Peut-être est-on en train de développer une nouvelle synergie entre le journalisme institutionnel et les citoyens. Mais certains prétendent que sur les quelques millions de carnets Web publiés sur la Toile, peu peuvent vraiment prétendre offrir une information crédible. Il existe d'innombrables journaux personnels ainsi que les carnets qui ne font que livrer les états d'âme de leur auteur, et le nombre de prétendants au titre de journaliste citoyen ne représente qu'une petite proportion de ces auteurs amateurs. N'importe qui peut écrire n'importe quoi sur le Web; les entreprises ont leur sites corporatifs où relationnistes et journalistes d'affaires écrivent ce que pensent leurs patrons. Et il ne manque pas sur la grande Toile de sites racistes, violents, pornographiques, ou tout simplement dangereux<sup>14</sup> ! Mais on ne doit pas tout mettre dans le même sac...

Certains journalistes écrivent à la fois dans les journaux et possèdent leur propre blog, mais peu de journalistes avouent s'alimenter aux informations qu'ils recueillent sur le Web. Ce qui est plus inquiétant pour le journalisme officiel, c'est que les habitudes de lecture des jeunes changent. Selon le rapport Nieman<sup>15</sup>, publié par le département de journalisme de l'Université de Harvard, les jeunes préfèrent maintenant lire sur écran... Ils sont devenus des « *electronic readers* », plus que des « *print readers* » !

Certains blogues sont des initiatives individuelles et leur qualité informationnelle, graphique et visuelle n'ont rien à envier aux sites professionnels<sup>16</sup>. Mais d'autres se présentent comme

---

<sup>11</sup> <http://www.andrewsullivan.com/>

<sup>12</sup> <http://www.instapundit.com/>

<sup>13</sup> Voici toute une liste de blogueurs américains : <http://doc.weblogs.com/>

<sup>14</sup> comme des sites faisant la promotion de l'anorexie ou l'anthropophagie...

<sup>15</sup> Dans une étude de The Nieman Foundation for Journalism at Harvard University de l'hiver 2003, que l'on peut trouver sur le Net, **Approaching the end of the « monomedia » era** par Thomas Souto Correa : « Kids coming to the this world (l'ère des electronic readers ) will read much more through electronic devices than the paper. Computers in the house and at the school, electronic games and cellular phone -- those will be the primary communication vehicles in their lives. Even before the time they enter school, these kids are already multimedia people. Will they read books, newspapers and magazines ? Probably, but as a complement to the electronic media. The difference is that today we complement the print media with the electronic media. This generation will do the opposite ».

<sup>16</sup> Par exemple le site de Martine Gingras, Martine la banlieusarde, Martine la femme parfaite, (<http://www.banlieusardises.com/>) sur les délices, les soins, le jardinage et les loisirs qui rivalise avec les meilleures revues féminines comme ELLE ou MARIE-CLAIRE. « Tombée en amour avec sa verdoyante banlieue, elle a eu envie de partager les « choses futiles et agréables » qui faisait le charme de sa nouvelle vie et de montrer un quotidien qui va bien au delà du mythe de la pelouse-plus-verte-

des espaces collaboratifs sur un thème comme « la société du savoir, son économie et l'impact des TI »<sup>17</sup>. Selon le chroniqueur en NTIC du journal montréalais Le Devoir (et lui-même blogueur !), Michel Dumais<sup>18</sup>, « c'est le choix des sujets et/ou des perspectives adoptées sur un sujet qui permet d'associer un texte à un courant citoyen. Le journalisme citoyen est, à mon avis, une forme de journalisme qui s'intéresse aux mécanismes de la vie en société et qui offre aux lecteurs des renseignements, des analyses ou des moyens pour exercer leurs droits et assumer leurs responsabilités de citoyens. Un journalisme qui favorise l'exercice de la citoyenneté. Autrement, vaudrait mieux parler de citoyens journalistes que de journalisme citoyen ».

**Internet-citoyen et le mouvement altermondialiste** -- Mais on peut dire que l'Internet-citoyen comme outil de mobilisation et d'action politique est né dans le sillage des grands mouvements mondialistes de contestation sociale. Rappelons les principaux :

- ❑ Dès 1995, la révolution zapatiste du Chiapas a été fortement popularisée par les messages diffusés sur Internet (à l'aide d'un logiciel Gopher, ancêtre du Web) par le sous-commandant Marcos,
- ❑ Fin 1998, la création du mouvement ATTAC<sup>19</sup> qui s'est organisé essentiellement autour (et à la manière) des réseaux Internet.<sup>20</sup>
- ❑ En 1999, le sommet de Seattle de l'OMC et la création du mouvement des Indymédias, des « Indépendant medias ».
- ❑ En 2001, le Forum social mondial de Porto Allegre qui recommande, à la suggestion du Monde diplomatique<sup>21</sup> la création de l'Observatoire international

---

que-celle-du-voisin » (banlieusardises.com). Internet, c'est aussi le bonheur de vivre tout simplement...

<sup>17</sup> <http://www.constellationw3.com/carnet/>

<sup>18</sup> <http://www.micheldumais.com/archives/>

<sup>19</sup> Le mouvement international ATTAC < <http://www.attac.org/index.htm> > s'est créé à l'occasion d'une réunion internationale tenue à Paris les 11 et 12 décembre 1998 et avait pour objectif le contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions. À la manière d'Internet, il s'est constitué en réseau sans structures hiérarchiques ni centre géographique. Pluraliste, il s'est enrichi de la diversité de ses composantes et a favorisé l'action commune, sans limiter d'aucune façon la liberté d'intervention de chacun. Il vise à renforcer, à relier et à coordonner sur le plan international l'intervention de tous les partenaires qui se reconnaissent dans sa plate-forme. Il souhaite de même resserrer ses coopérations avec tous [les autres réseaux](#) dont les objectifs convergent avec les siens. Il existe dans 35 pays et dans une quinzaine de langues.

<sup>20</sup> Soyons précis, le mouvement ATTAC n'a pas été créé par l'arrivée d'Internet, mais ATTAC s'est servi beaucoup des possibilités d'Internet pour diffuser son message, pour réseauter un nombre considérable de militants en France et pour en faire un mouvement international. Le mouvement ATTAC est bâti sur le modèle d'Internet. Il se constitue en réseau, sans structures " hiérarchiques " ni " centre " géographique. Pluraliste, il s'enrichit de la diversité de ses composantes et favorise l'action commune, sans limiter d'aucune façon la liberté d'intervention de chacun. Il vise à renforcer, à relier et à coordonner sur le plan international l'intervention de tous les partenaires qui se reconnaissent dans sa plate-forme.

Cette façon de décrire le réseau ATTAC se modèle parfaitement à la façon comment Castels décrit Internet

<sup>21</sup> "Il faut, tout simplement, créer un « cinquième pouvoir ». Un « cinquième pouvoir » qui nous permette d'opposer une force civique citoyenne à la nouvelle coalition des dominants. Un « cinquième

des médias / Media Watch Global. « Parce que les médias sont aujourd'hui le seul pouvoir sans contre-pouvoir, et qu'il s'est créé ainsi un déséquilibre dommageable pour la démocratie ».

- Le World Forum on community Networking (le carrefour de l'Internet citoyen) qui s'est tenu à Montréal en 2002, faisant suite au Sommet de Québec de l'OMC. Le CMAQ<sup>22</sup> (le Centre des Médias Alternatifs du Québec) qui en était un des artisans est un des exemples de ces organismes de réseaux militants, un **média-réseau**, si on me permet l'expression. Le Global CN a proposé la plate-forme des réseaux citoyens<sup>23</sup>.
- Le SMSI ou le **Sommet Mondial sur la Société de l'Information** qui s'est tenu à Genève en novembre 2003 avait comme problématique centrale la bonne gouvernance et la participation citoyenne.

### La grande messe<sup>24</sup> des médias citoyens :

---

pouvoir » dont la fonction serait de dénoncer le superpouvoir des médias, des grands groupes médiatiques, complices et diffuseurs de la globalisation libérale" Ignacio Ramonet, Diplôme

<<http://www.portoalegre2003.org/public/cgi/public/cgilua.exe/web/templates/htm>>

<sup>22</sup> Le CMAQ (<http://www.cmaq.net/fr>) est un point de rencontre physique et une plate-forme virtuelle d'information indépendante et alternative. Le CMAQ se veut une tribune pour les citoyens qui désirent rejoindre leurs contemporains et qui, autrement, disposent de moyens limités pour faire entendre leur voix. Le principe de publication ouverte ("open publishing"), mis de l'avant pour la première fois par les IMC (Independent Media Center) à Seattle en 1999, s'avère être une véritable révolution dans l'exercice de la démocratie. Le CMAQ est un collectif de 30 membres actifs qui se réunissent physiquement au moins une fois par mois, qui se réclament de 125 sympathisants, qui alimentent un portail-citoyen, lui-même interrelié à plusieurs autres portails alternatifs (journaux, radio, tribune de discussion, etc).

<sup>23</sup> Sous le titre « Démocratiser la société de l'information: Innovations, propositions, actions », le 3e congrès du Partenariat GlobalCN a été un lieu d'information et d'apprentissage auquel ont participé près de 400 participants des réseaux citoyens du monde et leurs partenaires. (<http://www.globalcn.org/fr/bottin/projet.ntd?id=9>)

Organisé par le Carrefour mondial de l'Internet citoyen, le congrès s'est tenu à un moment stratégique dans le processus de concertation internationale sur les politiques mondiales de communication mené parallèlement par les pays du G8 et par le système des Nations Unies, processus qui culminera en 2003 et 2005 avec le Sommet mondial sur la société de l'information de l'ONU. ([www.itu.int/wsis](http://www.itu.int/wsis))

Dans ce contexte, le congrès mettait l'emphase sur les thématiques suivantes :

- \* L'avenir des réseaux citoyens
- \* Les Réseaux citoyens, villes et territoires numériques
- \* Les Droits de l'Internet et la nouvelle régulation des communications
- \* La Diversité culturelle
- \* Les Femmes et l'Internet
- \* Les Jeunes et l'Internet
- \* Les Logiciels libres pour les réseaux citoyens

<sup>24</sup> On est frappé par la solennité emphatique de la déclaration du SMSI : « **Nous, représentants des peuples du monde, réunis à Genève du 10 au 12 décembre 2003 pour la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information**, proclamons notre volonté et notre détermination communes d'édifier une société à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement, une

## le Sommet Mondial de la Société de l'information (SMSI)

Le Sommet Mondial qui s'est tenu à Genève en 2003 et qui s'est poursuivi à Tunis en 2005 a été organisé par l'IUT (l'Union Internationale des Télécommunications) ; il reposait sur une alliance entre 4 segments fondamentaux de la société :

- a) Les **gouvernements** qui jouent un rôle essentiel dans l'élaboration et la réalisation, à l'échelle nationale, de cyberstratégies globales, tournées vers le futur.
- b) L'engagement du **secteur privé** pour le développement et la diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC), au niveau des infrastructures, des contenus et des applications.
- c) L'engagement et la participation de la **société civile** dans la création d'une société de l'information équitable, et dans la mise en oeuvre d'initiatives liées aux TIC en faveur du développement.
- d) Les **institutions internationales et régionales**, y compris les institutions financières internationales, qui ont un rôle clé lorsqu'il s'agit d'intégrer l'utilisation des TIC dans le processus de développement.

**Des applications des TIC en toutes circonstances** -- Les applications TIC qui peuvent contribuer au développement durable sont l'administration publique, le commerce, l'éducation et la formation, la santé, l'emploi, l'environnement, l'agriculture et les sciences. Le SMSI a ouvert de grands chantiers dans les domaines suivants :

- Cybergouvernement -- Mettre en oeuvre des stratégies de cybergouvernement axées sur les applications, visant à innover et à promouvoir la transparence dans les processus de l'administration publique et de la démocratie, à améliorer l'efficacité et à renforcer les relations avec les citoyens.
- Commerce électronique -- Les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé sont encouragés à faire connaître les avantages du commerce international et de l'utilisation du commerce électronique et à promouvoir l'utilisation de modèles de commerce électronique dans les pays en développement et les pays à économie en transition.
- Téléenseignement -- l'éducation, le savoir, l'information et la communication sont à la base du progrès, de l'esprit d'entreprise et du bien-être de l'être humain. Les TIC ont une incidence immense sur presque tous les aspects de notre vie. L'évolution rapide de ces technologies crée des occasions complètement nouvelles de parvenir à des niveaux de développement plus élevés.
- Télésanté -- créer des systèmes de soins de santé et d'information sanitaire fiables, réactifs, d'excellente qualité et bon marché et promouvoir dans le domaine médical la formation continue, l'éducation et la recherche par l'utilisation des TIC

---

société de l'information, dans laquelle chacun ait la possibilité de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et le savoir et dans laquelle les individus, les communautés et les peuples puissent ainsi réaliser l'intégralité de leur potentiel dans la promotion de leur développement durable et l'amélioration de leur qualité de vie, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies ainsi qu'en respectant pleinement et en mettant en oeuvre la Déclaration universelle des droits de l'homme ».

- Cybertravail -- promouvoir de nouvelles méthodes d'organisation du travail et de l'activité économique, le but étant d'améliorer la productivité, la croissance et le bien-être, en investissant dans les TIC et les ressources humaines.
- Cyberscience -- Promouvoir des connexions Internet à haut débit, fiables et bon marché, pour toutes les universités et tous les établissements de recherche, afin de les aider dans la production d'informations et de savoir, dans l'éducation et la formation.
- Diversité et identité culturelles, diversité linguistique et contenu local -- La diversité culturelle et linguistique, qui entraîne le respect de l'identité culturelle, des traditions et des religions, est essentielle au développement d'une société de l'information fondée sur le dialogue entre les cultures et sur la coopération régionale et internationale.
  1. Elaborer des politiques qui encouragent le respect, la préservation, la promotion et le renforcement de la diversité culturelle et linguistique et du patrimoine culturel dans le contexte de la société de l'information.
  2. Elaborer et mettre en oeuvre des politiques visant à préserver, affirmer, respecter et promouvoir la diversité de l'expression culturelle et des savoirs et traditions des populations autochtones, par la création de contenus informatifs variés
  3. Les collectivités locales devraient appuyer l'élaboration, la traduction et l'adaptation de contenus locaux, la constitution d'archives numériques et diverses formes de médias traditionnels et numériques. Ces activités peuvent également contribuer à renforcer les communautés locales et autochtones.
  4. Appuyer les médias communautaires et soutenir les projets qui utilisent à la fois les médias traditionnels et les nouvelles technologies pour faciliter l'utilisation des langues locales, la collecte d'informations sur le patrimoine local et sa préservation,

Une coopération internationale entre toutes les parties prenantes est essentielle pour la mise en oeuvre du présent Plan d'action et doit être renforcée afin de promouvoir l'accès universel et de réduire la fracture numérique, notamment en mettant à disposition les moyens de cette mise en oeuvre.

**Trop beau pour être vrai** -- Ce qui se présentait comme la célébration grandiose d'une toute nouvelle **société de l'information** ne se déroula pas en toute harmonie : les organisations de la société civile qui se sont inscrites dans le processus tripartite du SMSI (États, Entreprises, ONG) ont décidé de ne pas signer la Déclaration des États, considérant que celle-ci est réduite à peu de choses. Et les ONG viennent de rédiger, après une longue période de consultation et de discussion, une Déclaration de la Société civile<sup>25</sup>. Son titre : Construire des sociétés de l'information centrées sur les besoins des humains (*'Shaping Information Societies for Human Needs'*).

Remarquez le pluriel : il n'y a pas UNE société de l'information, unifiée, partageant les mêmes objectifs, dictés par les *techno-leaders*, mais plusieurs sociétés qui cohabitent, qui partagent des technologies, mais qui gardent des orientations propres. Ce pluriel souligne le droit pour les pays les plus pauvres de se libérer des injonctions des dominants, et de construire des réponses politiques, économiques, sociales et culturelles adaptées à leur modèle de

---

<sup>25</sup> Voici le site francophone de la déclaration de la Société Civile : <http://smsi.francophonie.org>

développement. Il souligne aussi la nécessité de l'investissement de tous les acteurs, notamment de la société civile, pour réaliser pleinement ces objectifs.

Dans un article intitulé "Vision Impossible? The World Summit on the Information Society", Marita Moll et Leslie Regan Shade proposent un examen critique du processus du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et du rôle joué par les divers acteurs impliqués.. Entre autres, les auteures soulignent l'approche, selon elles, excessivement techniciste de la société de l'information qui a été retenue et qui ne prend pas en compte des enjeux majeurs comme les infrastructures sociales et l'accès à l'éducation. Elles estiment que la question de savoir si les TIC sont des outils appropriés en matière de développement n'a pas été suffisamment débattue. Elles soulignent également le peu d'attention accordée aux questions de genre.

La Déclaration de la Société civile commence par un rappel : « au coeur de notre vision de sociétés de l'information et de la communication est l'être humain. La dignité et les droits de tous les peuples et de chaque personne doivent être promus, respectés, protégés et affirmés. Redresser le gouffre inexcusable entre les niveaux de développement et entre l'opulence d'une part et la pauvreté extrême de l'autre est notre premier objectif. »...

**Médias communautaires, médias alternatifs, médias locaux, médias citoyens : y a-t-il une différence !** -- Le SMSI était très axé sur les multiples usages d'Internet comme réseau d'information, de mobilisation ou d'action. Mais il ne faudrait pas focaliser toute notre attention uniquement sur des réseaux Internet. Plusieurs autres types de réseaux peuvent jouer le même rôle de mobilisation et de diffusion ciblées, comme le réseau de téléphone mobile ou tout autre TIC (technologies d'information et de communication : TIC). Les nouvelles ou les anciennes TIC peuvent avoir les mêmes effets. Donnons comme exemple très proche de vous l'utilisation des SMS <sup>26</sup>du réseau de téléphone mobile le renversement du pouvoir d'Aznar, à la suite des attentats de la gare Atocha de Madrid<sup>27</sup>.

Rappelons-nous le rôle des cassettes audio (diffusant les prêches des grands ayatollah) échangées sous le manteau dans les mosquées dans la préparation de la révolution iranienne de Khomeyni de 1979. Souvenons-nous l'importance de l'utilisation des « porta Paks », ces petites unités video demi-pouce, remises aux groupes contestataires de New-York en 1970 qui pouvaient créer des événements-chocs. Rappelons-nous les situations créées par l'arrivée des radios pirates en Angleterre (radios installés sur des bateaux qui défendaient la nouvelle musique rock), en France ( par exemple, *Radio Lorraine Coeur d'acier* qui défendait les chômeurs des aciéries de Longwy en 1980), en Italie (les médias de la FRED<sup>28</sup>, i.e. la Fédération des Émetteurs radio démocratiques). Les technologies peuvent servir diverses

---

<sup>26</sup> SMS (*Shot Messaging System*), système qui permet d'envoyer de courts messages écrits de mobile à mobile).

<sup>27</sup> Dans le cas de Madrid, en trois jours, les jeunes ont réussi à mobiliser la population et à renverser un gouvernement qui était largement donné comme gagnant . Comme on le sait, le gouvernement Aznar avait tout fait pour accuser l'ETA de l'attentat d'Al Qaïda, espérant ne pas être pointé du doigt comme complice des Etats-Unis dans la guerre de l'Irak. Les jeunes qui votent peu habituellement ont fait jouer leurs réseaux, surtout les SMS des téléphones mobiles autour de deux mots seulement : MENTEUR et VOTEZ.

<sup>28</sup> À Bologne, un individu peu connu à l'époque défendait l'implantation des radios libres contre le monopole de la RAI (Radio Télévision Italienne); il s'appelait Umberto Eco. Mon ami Giuseppe Richeri a écrit à l'époque un livre intitulé : « sans demander la permission »

causes de toute nature, causes religieuses, politiques ou culturelles. Elles servent à construire ce que Castells appellent les **identités-projets**; en général elles réagissent contre le défaut de représentativité des systèmes politiques existants (États, super-États, organismes internationaux, etc.).

Voici quelques caractéristiques de ces médias alternatifs :

- Ils ignorent les médias existants, qui ne sont souvent que les porte-voix du pouvoir en place<sup>29</sup> et les déjouent systématiquement. En 2004, les jeunes Espagnols ont déjoué les instituts de sondages, les musulmans des mosquées ont berné les services secrets du Shah d'Iran et des Américains. Les radios libres françaises, appuyées par les partis d'opposition, se moquaient de la police et du monopole des services publics, etc.. Elles sont une **forme de résistance**<sup>30</sup> aux grands médias de communication. « Face aux médias-monde, il n'y a pas de fatalité de l'impuissance des citoyens. Ces derniers utilisent les interstices, les failles, les vides des grosses machines. Ils livrent une guérilla médiatique et en inventent les principes et les pratiques. La taupe creuse son trou sous les antennes et les satellites<sup>31</sup>. »
- Ils durent ce que dure la mobilisation, soit quelques jours, quelques mois, quelques années. Personnellement je ne crois pas que l'alternatif puisse devenir un mode de vie permanent, comme je ne crois pas à la révolution permanente. Par exemple, dans la campagne électorale de Dean, à la présidence des Etats-Unis, Internet a joué un rôle déterminant, mais son action fut de très courte durée.
- En général, ils utilisent les technologies nouvelles ou ils inventent de nouveaux usages. Pour reprendre une phrase de De Certeau, « la Raison technicienne croit savoir comment organiser au mieux les choses et les gens, assignant à chacun une place, un rôle, des produits à consommer. Mais l'homme ordinaire se soustrait en silence à cette confrontation. Il invente le quotidien grâce à des *arts de faire*, ruses subtiles, tactiques de résistance par lequel il détourne les objets et les codes, se réapproprie l'espace et l'usage à sa façon »<sup>32</sup>. Une anecdote, parmi d'autres; en 1968, Sony venait de mettre sur le marché la vidéo légère (demi-pouce porta-pak), à l'intention des familles pour l'usage domestique, par exemple pour filmer les premiers du bébé ou la cérémonie du mariage. Flop monumental au niveau commercial ! Dépitée, la compagnie remit aux groupes marginaux l'appareil de vidéo portative et ceux-ci l'utilisèrent pour faire ce qu'ils appelaient à l'époque la « guérilla urbaine », en ce servant de la force de leurs images pour attaquer le système; par la suite, des groupes comme le Vidéographe de Montréal mirent au point une unité de montage vidéo pour faire de véritables documents vidéographiques -- cette technologie a ensuite été investie par Sony pour en faire un produit commercial...

---

<sup>29</sup> « Il ne peut apparaître une nouvelle zone de conflits que là où, au moyen d'une dépolitisation de la masse de la population, la société capitaliste avancée doit s'immuniser contre la mise en question de son idéologie technocratique : à savoir au sein même d'une opinion publique manipulée par les mass média » Jurgens Habermas, **la technique et la science comme idéologie**, Tel Gallimard, Paris, 1973.

<sup>30</sup> Farbiaz, dans un livre intitulé: **comment manipuler les médias : 101 recettes subversives**, de Noël Impacts, Paris, 1999, définit les sept familles de la résistance médiatique : 1. les pirates et détourneurs, 2. les abolitionnistes et boycotteurs, 3. les militants, 4. les médias libres, 5. les consommateurs et défenseurs des droits, 6. les éducateurs et démystificateurs, 7. les réappropriateurs et braconniers

<sup>31</sup> Voir le livre de Farbiaz qui se veut un manuel de résistance ... et qui montre comment chacun de nous peut reconquérir son pouvoir de citoyen (p. 11)

<sup>32</sup> de Certeau, Michel, « l'invention du quotidien : les arts de faire », Folio/essais, Gallimard, 1990

- Ils sont toujours récupérés par le système. La BBC anglaise a maintenant une section de radios locales et une politique bien officielle de décentralisation. Même chose pour le Canada où le CRTC reconnaît la valeur des radios et des TV communautaires, qui sont d'ailleurs financées en partie par le ministère des Communications. La plupart des radios libres françaises sont devenues commerciales; qu'on se rappelle la grande manifestation de 1980, dans les rues de Paris, pour sauver le réseau NRJ, devenu quelques années plus tard, le plus grand réseau de radios privées... Maintenant Internet est assailli par les grands groupes de communication qui tentent de faire du commerce sur la Grande Toile par tous les moyens (marketing via les pourriels (SPAM), commerce électronique, publicité interactive, etc).. On peut donner mille autres exemples : les SMS utilisées par les jeunes Espagnols pour changer le résultat des élections sont par ailleurs une petite mine d'or pour les entreprises de télécom<sup>33</sup>.

Internet a soulevé l'immense espoir de créer un **espace public** au sein duquel, selon les mots d'Habermas, serait possible une discussion politique universelle (ouverte à tous) et exempte de domination; cela permettrait aux hommes (doués de raison) d'assumer avec une réelle conscience politique la dialectique qui se joue entre pouvoir et vouloir -- ce que le grand théoricien allemand appelait l'intersubjectivité communicationnelle<sup>34</sup>

Rappelons-nous l'avertissement de Bertold Brecht s'interrogeant sur l'avenir de la radio en 1926 : "C'est un fait que nous nous laissons toujours embobiner par les possibilités... De là, cette énorme surestimation de toutes les choses et de tous les systèmes qui recèlent des "possibilités". Personne ne se soucie des résultats effectifs. On s'en tient simplement aux possibilités. Les résultats effectifs de la radio sont affligeants, mais ses possibilités sont "infinies"; la radio est donc une bonne chose".

Mais la lutte pour les médias alternatifs est sans cesse à recommencer. Comme dit Farbiaz, « La critique des médias ne doit pas rester une critique en chambre. Elle doit se transmettre au travers des pratiques réelles. Des centaines de livres critiquent la société de communication et démontrent, parfois avec brio, comment nous sommes totalement et absolument dominés par les médias... Peu séduit par le couple répulsion/fascination envers les médias qui semble tenir lieu de vérité de comportement, je pense qu'il nous faut rompre avec le discours cent fois attendu du pouvoir absolu des médias en face desquels nous serions réduits à la passivité et à l'impuissance. Je fais ainsi mien l'appel à la guérilla sémiologique lancé par Umberto Eco, qui, contrairement aux fausses évidences et aux théoriciens de la chose médiatique, affirmait que le pouvoir n'est pas du côté des émetteurs mais bien du côté des récepteurs<sup>35</sup> »

**Le nouveau Web** -- Mais voilà que se profile à l'horizon une nouvelle (r)évolution du WEB, le WEB sémantique, le Web 2.0 : le web 2.0 n'est pas une chose, mais une collection d'approches, qui toutes convergent sur un monde de nouveaux développements. Ces

---

<sup>33</sup> Il est nécessaire d'avoir un abonnement pour envoyer des SMS. Or les messages SMS sont acheminés dans les interstices du réseau des appels mobiles, ce qui revient à dire qu'il en coûte rien aux entreprises de télécommunications pour acheminer les SMS. Le 31 décembre 2003, les Français ont acheminé 8 millions de messages SMS pour souhaiter la bonne année à leurs amis. Quel pactole pour France-Télécom !

<sup>34</sup> Habermas, J., **La science et la technique comme idéologie**, Tel Gallimard, Paris, 1973, texte allemand de 1968

<sup>35</sup> Farbiaz, idem, p. 10

approches, utilisant Wikis, API, RSS, Folksonomies, Réseaux sociaux, proposent soudainement aux créateurs d'applications une nouvelle manière de partager l'information et de résoudre des problèmes collectivement.

Selon Wikipedia ; le WEB 2.0 est un terme souvent utilisé pour désigner ce qui est perçu comme une transition importante du World Wide Web, passant d'une collection de sites web à une plate-forme informatique à part entière, fournissant des applications web aux utilisateurs. Les défenseurs de ce point de vue soutiennent que les services du Web 2.0 remplaceront progressivement les applications de bureau traditionnelles.<sup>36</sup> Le WEB 1.0 est à la diffusion ce que le WEB 2.0 est à la communication.

Dannah Boyd, sociologue et chercheuse chez Yahoo!, s'intéresse moins à la distinction machines/humains qu'à la "glocalisation" : la glocalisation c'est quand un produit global est également adapté aux particularités locales, quand il restitue à la globalisation sa dimension sociale. En mettant en avant, par exemple, les Folksonomies qui permettent d'ajouter des mots clés à des contenus, ou le rôle du remix, elle s'intéresse aux "nouvelles structures de réseau qui émergent des structures globales et locales".

Allons-nous connaître une nouvelle ère où l'Internet ne sera plus une façon de déverser des contenus du Nord au Sud, mais un partage Sud-Sud ou Sud-Nord.

Jean-Paul Lafrance, PhD

**Montréal, 20 octobre 2006**

---

<sup>36</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Web\\_2.0](http://fr.wikipedia.org/wiki/Web_2.0)